

Discours du ministre des Affaires étrangères, Nikos Dendias, par message vidéo enregistré, lors d'un événement de l'UNESCO commémorant la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes (2021), intitulé « Hate-speech and the safety of Women Journalists »
(2.11.2021)

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir de prendre la parole aujourd'hui à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes.

La Grèce est fière de co-organiser cet événement avec le Groupe d'amis pour la protection des journalistes et l'UNESCO.

Nous attachons une importance particulière à la liberté d'expression, car nous en ressentons les effets dans notre voisinage immédiat. Par exemple, dans un pays voisin, il y a actuellement 80 journalistes condamnés, 93 arrêtés et 167 sur la liste des personnes recherchées.

Notre objectif aujourd'hui est de nous concentrer sur l'impact des discours de haine sur la sécurité des femmes journalistes et des travailleurs des médias.

Malheureusement, les femmes journalistes et les travailleurs des médias ne font pas exception à la violence, aux attaques et au harcèlement.

Dans ce contexte, le droit des femmes journalistes à être en sécurité et à ne pas subir de violence sexiste doit être protégé de manière adéquate.

Parallèlement, on doit lutter contre l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes de manière efficace.

La Grèce, avec un groupe de pays partageant les mêmes idées, soumet, pour adoption par l'Assemblée générale des Nations unies, la résolution sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

En outre, la Grèce a récemment ratifié la Convention de l'OIT sur la violence et le harcèlement sur le lieu de travail.

Nous encourageons les pays qui ne l'ont pas encore fait à la ratifier également.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

L'information est un bien public auquel chacun a droit.

En tant que telle, l'information renforce le pouvoir des citoyens et leur permet de participer à la gouvernance démocratique.

Une approche plus inclusive sur le plan du sexe de la protection des journalistes et des travailleurs des médias est une condition sine qua non pour construire des sociétés démocratiques et résilientes.

Merci.